

UNE BANQUE, DES HOMMES

DE 1822 À NOS JOURS



BNP PARIBAS

FORTIS

UNE BANQUE, DES HOMMES

DE 1822 À NOS JOURS

BNP PARIBAS FORTIS HISTORICAL CENTRE

TABLE DES MATIÈRES

1822-1831	RACINES PROFONDES	6
1832-1847	INVENTER LA BELGIQUE INDUSTRIELLE	8
1848-1865	ÉVITER LA FRACTURE SOCIALE	10
1866-1894	UNE BANQUE PRÈS DE CHEZ VOUS	12
1895-1914	LE MONDE COMME HORIZON	14
1914-1918	AU SERVICE DE TOUS	16
1919-1928	UNE CENTENAIRE TRÈS FÉCONDE	20
1929-1939	LA GRANDE DÉPRESSION	22
1940-1945	RECHERCHER LE « MOINDRE MAL »	24
1945-1960	L'ÉTAT COMME PREMIER CLIENT	26
1961-1974	COMME UN ÂGE D'OR...	28
1974-1988	À L'ABRI DE LA CRISE ?	30
1988-1997	BANQUE EUROPÉENNE D'ORIGINE BELGE	32
1998-2016	DE FORTIS BANQUE À BNP PARIBAS FORTIS	34
Aujourd'hui	LA BANQUE DE DEMAIN	36

1822

1831

RACINES PROFONDES



Le roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas (1772-1843), d'après une copie de Jozef Paelinck.

En 1822, le roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas crée à Bruxelles la Société Générale des Pays-Bas pour Favoriser l'Industrie Nationale. Sous le couvert d'une association privée de capitaux, il veut valoriser ses domaines patrimoniaux et trouver des ressources pour financer la dette publique. Les capitalistes bruxellois qui participent à ses côtés à la fondation de cette banque, une des premières sociétés anonymes du pays, ne lui apportent qu'un capital modeste.

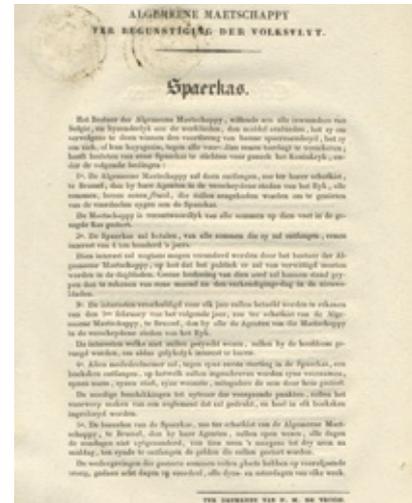
Le roi confie à la Banque les fonctions de caissier de l'État. La « Générale » dispose ainsi de succursales à travers tout le pays. Guillaume I^{er} lui octroie aussi un privilège d'émission : pendant trente ans, la Banque émettra des billets. Elle appuie l'essor du commerce et de l'industrie par l'escompte de papier commercial. Dans le Hainaut, en particulier, elle aide ainsi les charbonnages en voie de mécanisation.



Ci dessus : affrontement entre patriotes et troupes hollandaises, Montagne du Parc (1830).

A droite : prospectus annonçant la création d'une caisse d'épargne par la Société Générale de Belgique, 1831.

Ci-dessous : coffre utilisé par la Société Générale de Belgique à ses origines, pour conserver archives ou valeurs.



Septembre 1830 : la Révolution... L'immeuble de la Générale, situé comme aujourd'hui Montagne du Parc, est au centre des combats entre les troupes hollandaises et les patriotes qui se sont ligués pour obtenir l'indépendance des provinces belges. Le gouverneur de la Banque, un Hollandais, regagne précipitamment La Haye. Mais la plupart des directeurs se rallient au nouveau régime. Sous la houlette du Bruxellois Ferdinand de Meeûs, la Générale accepte les fonctions de caissier du jeune État belge. Elle participe à la négociation d'emprunts destinés à consolider sa situation. Et en 1831, elle ouvre une caisse d'épargne au taux d'intérêt de 4 %, « service éminent aux classes industrielles ».



1832
1847

INVENTER LA BELGIQUE INDUSTRIELLE



Ferdinand de Meeûs, gouverneur de la Société Générale de Belgique de 1831 à 1861.

Page de dr. : billet de banque de cent francs émis par la Société Générale de Belgique après la Révolution.

Charbonnage de Monceau-Fontaine, charbonnage du Hainaut patronné par la Société Générale de Belgique.

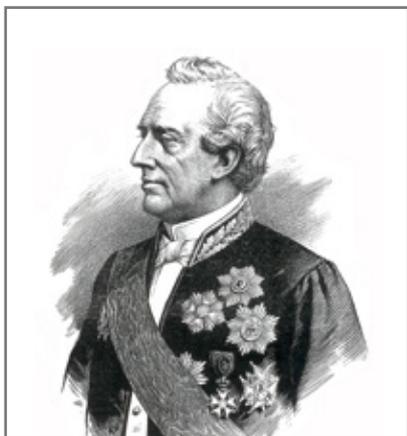
Sous la direction du bouillant de Meeûs, la Générale intervient activement en faveur de l'économie nationale, qui depuis l'indépendance manquait cruellement de débouchés. Elle prend plusieurs initiatives pour renforcer les relations commerciales entre la Belgique et la France. Pour assurer le désenclavement des charbonnages hennuyers, elle finance la canalisation de la Sambre. En territoire français, elle perce le canal de la Sambre à l'Oise en collaboration avec James de Rothschild.

En 1835, la Générale se lance à corps perdu dans l'industrie. Elle rachète une douzaine de charbonnages, crée ou modernise trois complexes sidérurgiques, investit dans la construction mécanique, l'agroalimentaire, le textile, l'immobilier et le transport maritime... En tout, la Banque patronne la création de 40 sociétés anonymes entre 1835 et 1838 ! La crise économique de 1838 casse ce boom. Il s'ensuit une décennie de rationalisation.



1848 1865

ÉVITER LA FRACTURE SOCIALE



Walthère Frère-Orban, plusieurs fois ministre des Finances, a été aussi le promoteur de la CGER.

En 1848, une crise politique, économique et financière majeure ébranle l'Europe. En Belgique, les épargnants se précipitent aux guichets de la Générale et réclament leur épargne. Les porteurs de billets émis par la Banque en exigent le remboursement immédiat en or et en argent... Mais la crise est aussi industrielle. À la requête du gouvernement, qui craint que l'agitation sociale des bassins industriels ne dégénère en révolution, la Banque continue ses crédits à l'industrie.

Sollicitée de toutes parts, la Générale est à cours de liquidités. Elle demande le cours forcé de ses billets. Le gouvernement y consent mais impose une suspension du dividende aussi longtemps que durera le cours forcé. Pour le ministre libéral Frère-Orban, l'heure est d'ailleurs venue de doter le pays d'une Banque Nationale agissant comme institut d'émission. La vocation de la Générale est désormais quasi exclusivement industrielle.

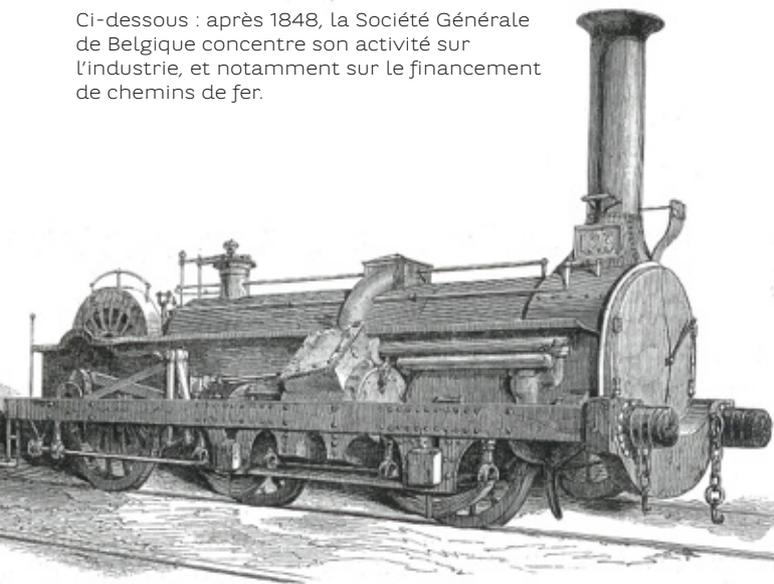


Ci-dessus à gauche : cette gravure diffusée par la CGER (vers 1906) vante l'épargne scolaire.

Au centre : portrait de Charles de Coster, qui travailla quelques années pour la Société Générale de Belgique avant de devenir l'auteur mondialement connu des aventures de Thyl Ulenspiegel (Archives IRPA).

A droite : spécimen de carnet d'épargne de la CGER avec le logo qu'elle conserva jusqu'en 1965.

Ci-dessous : après 1848, la Société Générale de Belgique concentre son activité sur l'industrie, et notamment sur le financement de chemins de fer.



Mais la crise de 1848 a d'autres conséquences. Soucieux d'éviter une fracture sociale, Frère-Orban pousse à la constitution d'une Caisse de retraite patronnée par l'État. Formée en 1850, elle sera l'embryon de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite (CGER) formée en 1865. Dès 1867, la CGER s'intéresse à l'épargne des écoliers et inaugure une collaboration avec les pouvoirs publics. En 1870, l'administration des postes met ses 425 bureaux à sa disposition : la CGER dispose ainsi d'un réseau à travers tout le pays.

1866 1894

UNE BANQUE PRÈS DE CHEZ VOUS



Victor Tesch, gouverneur de la Société Générale de Belgique de 1878 à 1892.

Au début des années 1860, la Générale est surtout une banque d'affaires disposant de participations industrielles dans trois secteurs essentiellement : le charbon, la métallurgie et la construction de chemins de fer. Mais à partir de 1866, la dimension bancaire de la Générale redevient plus importante – sans doute parce que la CGER et d'autres établissements bancaires lui font concurrence dans la collecte des dépôts.

En 1870, sa succursale dans la Métropole, la Banque d'Anvers, est transformée en société anonyme. La Société Générale de Belgique souscrit à la moitié du capital. Dès lors, la Société Générale de Belgique s'attache à développer dans tout le pays un réseau de banques autonomes constituées en sociétés anonymes distinctes et leur accorde des garanties. Ces banques « patronnées » sont créées successivement à Mons et Charleroi en 1872, à Verviers, Hasselt et Courtrai en 1873, à Namur, Louvain et Malines en 1874, etc.



Les bâtiments de la Banque, Montagne du Parc, à la fin du 19e siècle (Archives Ville de Bruxelles).



Les armes de la Banque de Flandre, patronnée par la Société Générale de Belgique, sur un chèque.



Maquette d'une publicité pour la Banque Générale du Centre à La Louvière, filiale de la Société Générale de Belgique créée en 1903.

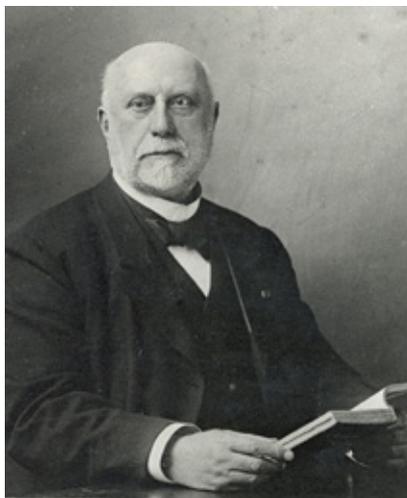
Jubilé de sept employés de la Banque Générale de Liège, filiale de la Société Générale de Belgique, en 1894.



La CGER se développe également, au rythme de la prospérité nationale. Elle a ouvert 730.000 livrets d'épargne en 1890 ; il y en aura 3,1 millions en 1913, ce qui représente 40 livrets pour 100 habitants. Elle diversifie ses activités. En 1884, elle se lance dans le crédit agricole pour aider les agriculteurs à contrer la concurrence des céréaliers américains. En 1889, elle est autorisée à ouvrir des prêts aux ouvriers qui achètent une maison et crée une caisse d'assurances pour couvrir les candidats propriétaires par une assurance « solde restant dû ».

1895 1914

LE MONDE COMME HORIZON



Ferdinand Baeyens, gouverneur de la Société Générale de Belgique de 1893 à 1912.

Dès les années 1870, l'activité de la Banque dépasse les frontières belges. Elle construit un grand nombre de lignes ferroviaires en Europe et développe une activité bancaire en France. Dans les années 1890, la Générale investit dans des pays sans cesse plus lointains : Chine, Russie, Amérique latine... Elle y trace un grand nombre de chemins de fer et y crée des complexes sidérurgiques et des charbonnages. Cette expansion internationale s'étend au secteur du crédit. En 1902, la Banque crée une filiale, la Banque Belge pour l'Étranger, qui fonde des succursales en Chine, à Londres, en Égypte... Une autre filiale, la « Banque Brésilienne Italo-Belge », créée en 1911, développe les relations commerciales entre Anvers et l'Amérique du Sud. Elle ouvre des succursales au Brésil (café et coton), Uruguay et Argentine (céréales, viande, laine, sucre).

En 1906, la Générale s'engage résolument au Congo à la requête du roi Léopold II. Elle crée trois sociétés placées sous sa gestion : l'Union



Scène de chantier sur le chemin de fer Pékin-Hankou (Chine) vers 1903.



Un guichet de la Banque Italo-Belge, créée juste avant la Grande Guerre.



Les bureaux de la Banque du Congo Belge à Élisabethville en 1911 (aujourd'hui Lubumbashi).

Minière du Haut-Katanga (cuivre, or, étain, cobalt...), la Forminière (qui se spécialisera dans l'exploitation de diamants) et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga. Ce projet d'industrialisation du Congo est mis en œuvre par un nouveau directeur de la Générale, Jean Jadot. Pour assurer l'essor économique du Congo, la nécessité d'une banque se fait bientôt sentir. En 1909, la Société Générale de Belgique participe à la création de la Banque du Congo Belge. Celle-ci recevra le privilège d'émettre des billets de banque dans la colonie.



Billet émis par une succursale de la Banque Sino-Belge, future Banque Belge pour l'Étranger, en 1905.

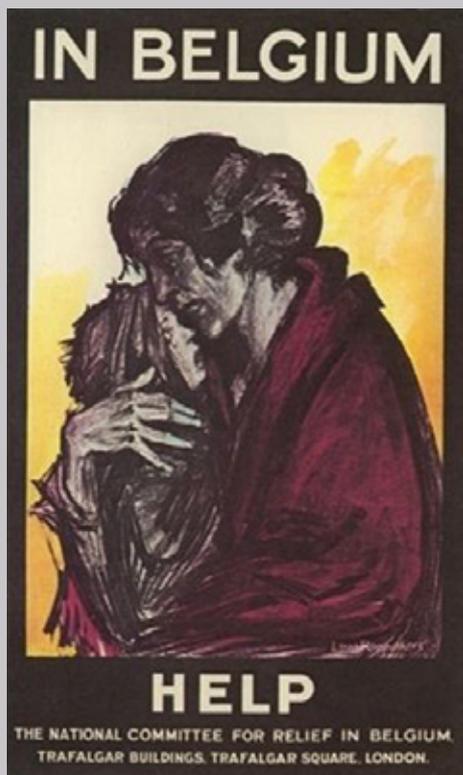
1914 1918

AU SERVICE DE TOUS



Émile Francqui, directeur de la Société Générale de Belgique, joue un rôle crucial dans le ravitaillement du pays pendant la guerre.

La guerre éclate alors que la situation de la Générale est des plus prospères. Pendant les cinq années de conflit, elle va organiser la résistance morale et le ravitaillement du pays, s'efforcer de préserver l'appareil industriel et économique belge et préparer un relèvement aussi rapide que possible du pays à l'issue du conflit. Très vite, la direction comprend que la population ouvrière, privée de travail, est menacée de famine. Si l'on ne fait rien pour aider les innombrables démunis, la guerre provoquera un clivage entre classes sociales. A l'initiative de quelques personnalités, un « Comité National de Secours et d'Alimentation » est mis sur pied dès octobre 1914, qui réussit à obtenir des belligérants l'autorisation d'importer des vivres en Belgique occupée. Cette gigantesque opération humanitaire, coordonnée par un directeur de la Société Générale de Belgique, Émile Francqui, est organisée sous la surveillance bienveillante de pays neutres : les États-Unis, l'Espagne, les Pays-Bas.



Affiche diffusée en Grande-Bretagne par le Comité National de Secours pour sensibiliser les Britanniques au sort des populations belges (coll. privée).

Billet de banque émis par la Société Générale de Belgique pendant la guerre. La Banque Nationale s'était vu interdire toute activité par l'Occupant.



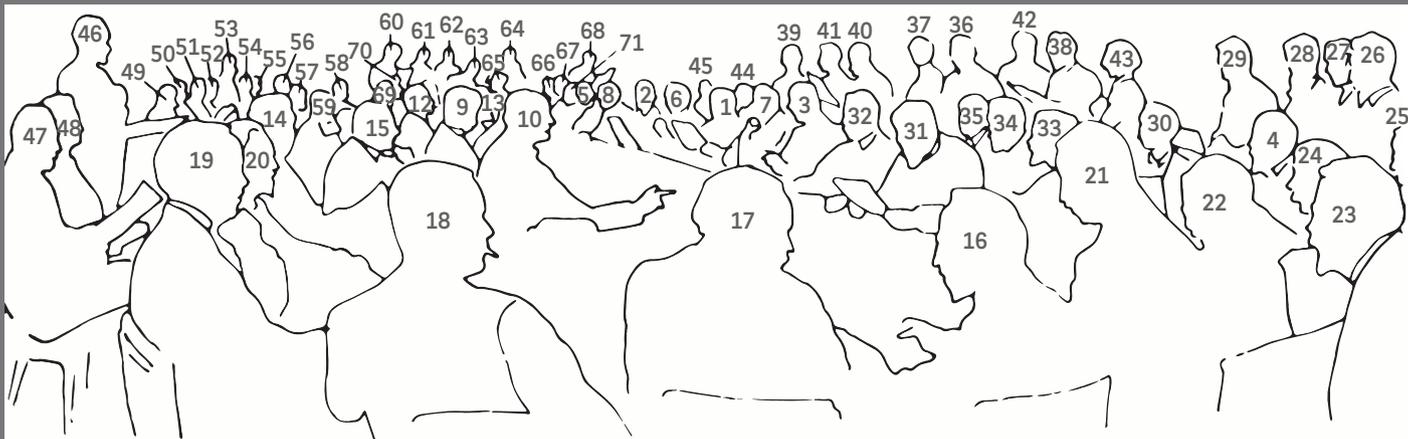
Pendant la guerre, nombre d'usines du groupe de la Générale sont pillées et démantelées par l'occupant.

Séance plénière du Comité National de Secours et d'Alimentation au siège de la Société Générale de Belgique (voir page 18).

L'activité bancaire est dominée par des prêts aux collectivités locales, qui sont obligées de payer d'importantes contributions de guerre à l'Occupant. La Banque et ses filiales créent de nombreuses succursales dans des agglomérations de seconde importance.

SÉANCE PLÉNIÈRE DU COMITÉ NATIONAL
DE SECOURS ET D'ALIMENTATION
AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE BELGIQUE





- | | | | |
|----------------------------|-------------------------------|---------------------------|-----------------------|
| 1. Francqui, E. | 18. de Munck, W. | 36. Baetens, F. | 54. Janssen, M. |
| 2. Janssen, E. | 19. François, A. | 37. Van Maasdijck, A. | 55. Buyl, A. |
| 3. Chev.
de Wouters, E. | 20. Rasquin, M. | 38. Franck, F. | 56. Machiels, B. |
| 4. Van Brée, F. | 21. Baron d'Huart, A. | 39. Xhaufclair, J. | 57. Prins, A. |
| 5. Hallet, M. | 22. Servais, J. | 40. Lambin, F. | 58. Janson, P.-E. |
| 6. Saura, P. | 23. Wauters, J. | 41. Comblin, F. | 59. Baron Lambert, L. |
| 7. Langenbergh, G. | 24. Leblanc, M. | 42. Braun, T. | 60. Baron Ruzette, A. |
| 8. Janssen, C. | 25. Van Dievoet, G. | 43. Aznar
Casanova, R. | 61. Anspach, J. |
| 9. Jaspar, H. | 26. Vinck, E. | 44. Lepêche, C. | 62. Graux, P. |
| 10. Comte
de Mérode, J. | 27. Solvay, L. | 45. Boël, P. | 63. de Hemptinne, J. |
| 11. Van Hoegaerden, P. | 28. Henry, A. | 46. Hanssens, E. | 64. Van Zype, G. |
| 12. Levie, M. | 29. Olyff, J. | 47. Despret, M. | 65. Beckers, L. |
| 13. Franck, L. | 30. Allard, J. | 48. Grégoire, G. | 66. Tibbaut, E. |
| 14. Masson, E. | 31. Baron Goffinet, A. | 49. Bertrand, L. | 67. Peten, C. |
| 15. Pastur, J. | 32. Baron Coppée, E.,
Fils | 50. Gaspard, E. | 68. Pêtre, G. |
| 16. Harmignie, A. | 33. Diderich, N. | 51. Brunfaut, J. | 69. Bunge, E. |
| 17. Hénin, J. | 34. Bouvier, A. | 52. Celis, H. | 70. Le Boeuf, H. |
| | 35. Motte, E. | 53. Lamborelle, P. | |

1919 1928

UNE CENTENAIRE TRÈS FÉCONDE



Jean Jadot, sixième gouverneur de la Société Générale de Belgique (1913-1932).

Au lendemain de la guerre, la relance de l'économie belge mobilise toutes les énergies. Pour faciliter l'octroi de crédits à long terme aux PME, le gouvernement crée la Société Nationale de Crédit à l'Industrie en 1919. La même année, la CGER parraine la création de la « Société des Habitations et Logements à Bon Marché » qui financera la construction de 61.000 logements sociaux en 20 ans. De son côté, la Générale prend nombre d'initiatives pour émanciper le pays de l'étranger, que ce soit pour son alimentation en matières premières, en moyens financiers, en technologies de pointe... La Banque crée de nombreuses entreprises nouvelles.

En 1928, la Société Générale de Belgique absorbe la Banque d'Outremer, deuxième puissance financière du pays. Ceci renforce le rôle prépondérant de la Générale dans l'industrie belge et congolaise. Dans un climat boursier euphorique, la Générale,



Ci-dessus : salle des guichets de la Société Générale de Belgique, Montagne du Parc à Bruxelles (1922).

Ci-dessous : affiche annonçant la participation de la Société Générale de Belgique aux emprunts de restauration (1919) et action de la Banque d'Outremer, banque d'affaires créée en 1899 et absorbée par la Société Générale de Belgique en 1928.



Visite du roi Albert au siège de la Société Générale de Belgique lors de son 100e anniversaire en 1922.



La féminisation du personnel bancaire est une des caractéristiques de l'immédiat après-guerre.

qui est alors liée à plus de 3.500 entreprises industrielles, s'efforce de cartelliser l'industrie belge dans de nombreux secteurs : sidérurgie, chimie, navigation, métaux non ferreux, verre...

La Banque continue à jouer un rôle central dans l'expansion économique de la Belgique à l'étranger. Sa filiale, la Banque Belge pour l'Étranger ouvre des succursales à Cologne, Bucarest, New York, Paris, Braila, Hankou, Manchester, Constantinople... Elle prend aussi des participations dans plusieurs banques actives en Europe centrale. Et au Luxembourg, la Générale crée la Banque Générale du Luxembourg.

1929

1939

LA GRANDE DÉPRESSION



Alexandre Galopin, huitième gouverneur de la Société Générale de Belgique et président de sa filiale bancaire de 1935 à 1939 (Archives Le Soir).

L'essor économique des années 1920 est fragile. Le crash boursier d'octobre 1929 à Wall Street tourne à la récession mondiale. Tous les pays tentent d'y remédier par une politique déflationniste puis par des mesures protectionnistes – qui accélèrent le repli économique général. Durant l'été 1931, l'Angleterre abandonne l'étalon-or. En Belgique, la Générale participe aux mesures prises pour tenter d'enrayer la panique boursière qui s'ensuit : elle souscrit au « syndicat du milliard », un organisme créé pour essayer de réguler les cours par des achats de titres.

La Banque se porte aussi au secours d'entreprises défailtantes. Le montant des crédits ouverts à l'industrie augmente. Faute d'un mouvement d'affaires suffisant, les entreprises n'arrivent pas à rembourser leurs dettes. Comme en 1848, la Générale se trouve paralysée par des créances gelées, jusqu'à ce que l'État en prenne une partie à sa charge, en 1934.



Chômeurs à la recherche d'emploi. La crise provoque des tensions sociales et politiques graves (Archives IRPA).



Ci-dessus : un employé de la Banque dans l'entre-deux-guerres et un dictaphone vers 1930. La bureautique fait des progrès étonnants.

Dans le souci de protéger l'épargne, le gouvernement impose alors la scission des banques mixtes : désormais, les banques de dépôt ne pourront plus détenir des participations dans des entreprises industrielles. Fin 1934, la Société Générale de Belgique fait apport de ses activités bancaires à une filiale nouvelle : la Banque de la Société Générale de Belgique, qui absorbe aussitôt toutes les banques patronnées actives en Belgique sauf la Banque d'Anvers. En 1935, le gouvernement met sur pied la Commission bancaire, chargée du contrôle des banques de dépôt.



Les premières machines comptables font leur apparition dès les années 1920.

1940 1945

RECHERCHER LE “MOINDRE MAL”



Willy de Munck, président de la Banque de 1939 à 1944.

En mai 1940, pour la deuxième fois en moins d’une génération, les troupes allemandes occupent la Belgique. Mais cette fois, il n’est plus possible d’importer de nourriture de pays tiers. Pour survivre, la population belge se remet au travail. Tout sera mis en œuvre cependant pour minimiser l’apport belge à l’effort de guerre allemand.

Les années de guerre sont caractérisées par une inflation très importante et un profond déficit budgétaire. Alors qu’avant 1939, le budget de l’État tournait autour de 11 milliards de francs par an, les dépenses publiques des quatre années de conflit atteignent 228 milliards. La Banque participe largement aux avances bancaires à l’État et aux organismes publics pour couvrir les dépenses résultant de l’occupation et de l’état de guerre. Parallèlement, les dépôts bancaires passent de 13,5 à 43,6 milliards entre mai 1940 et août 1944. Comme le secteur privé n’a guère besoin de capitaux,



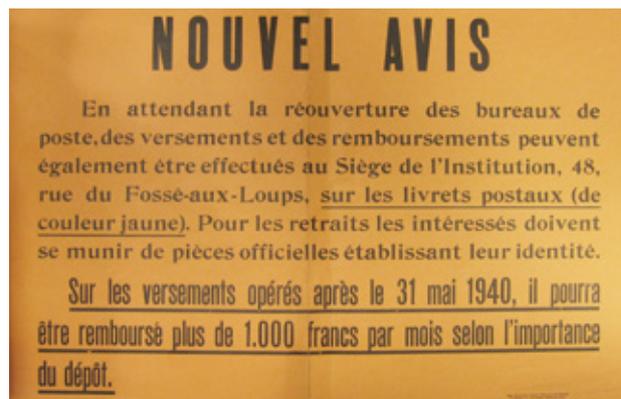
Le ramassage des pommes de terre pendant la guerre. De nombreuses entreprises financent la culture de légumes pour fournir un complément de nourriture aux membres de leur personnel (Archives CEGESOMA).

ces disponibilités sont placées en fonds d'État. Ceux-ci représentent 34% des crédits bancaires en décembre 1939 et 89% en septembre 1944.

Durant la guerre, les banques actives en Belgique négocient aussi des conventions interbancaires régulant leurs tarifs pour la plupart de leurs opérations, en ce compris les intérêts crédités et débités à la clientèle. Ces accords survivront jusqu'en 1991.



En juillet 1944, le siège de la Banque à Courtrai est détruit par la chute d'un avion.



En mai 1940, la désorganisation du réseau postal gêne les retraits à la CGER

1945 1960

L'ÉTAT COMME PREMIER CLIENT



Pierre de Bonvoisin, gendre d'Alexandre Galopin, administrateur délégué de la Banque dès 1944 et président de 1951 à 1962.

En février 1946, le gouvernement décide de geler la dette publique à court terme en imposant des coefficients de couverture aux banques. Les plus importantes du pays, dont la Banque de la Société Générale de Belgique, sont désormais obligées de placer 65% de leur trésorerie en avances aux institutions publiques de crédit ou en effets publics à court terme. Ce n'est que progressivement que la Banque retrouvera sa liberté de placement. Entre 1944 et 1949, les prêts à l'industrie remontent de 15% à 40% du total des crédits de la Banque grâce à l'essor des crédits d'escompte. Mais le financement de la dette publique par l'ensemble des banques belges regroupées au sein d'un Consortium représentera une source majeure de revenus pour la Banque jusqu'aux années 1980.

Sur le plan international, cette époque est marquée par la guerre froide. Pierre de Bonvoisin, administrateur délégué, renforce la



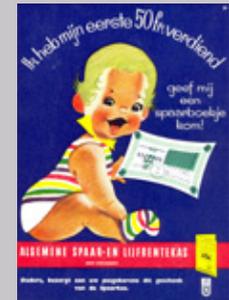
Le siège de la Belgian American Banking Corporation à Wall Street, New York, au début des années 1950.

présence de la Banque de la Société Générale de Belgique aux États-Unis et y fonde la Belgian-American Banking Corporation et la Belgian-American Bank & Trust Company : c'est pour la banque une position de repli en cas d'invasion de l'Europe occidentale.



La façade du siège de la Banque rue Ravenstein (vers 1960).

Publicité des années 1950. De tous temps, la Banque a été la plus importante du pays.
Publicité de la CGER annonçant le versement d'une prime de 50 francs à l'ouverture d'un livret pour un nouveau-né (1958).



Les filiales de la Banque restent actives au Congo, avant et après son indépendance (Kinshasa, 1958).



1961 1974

COMME UN ÂGE D'OR...



Robert Henrion, président du comité de direction de la Banque de 1969 à 1976, a été aussi un homme d'État écouté.

L'essor de la Banque s'accélère durant les «golden sixties» avec la hausse du niveau de vie, la propagation de la monnaie scripturale, la domiciliation du paiement des salaires... En 1965, la Banque de la Société Générale de Belgique, la Banque d'Anvers et la Société Belge de Banque (liée au groupe Janssen-Solvay) fusionnent pour former la Société Générale de Banque, la 16e banque la plus importante de la CEE. Elle gère alors 40% des dépôts bancaires en Belgique. La banque gère 426.000 comptes à vue en 1965 et 1.142.000 en 1974.

Ces années se caractérisent par une expansion rapide des réseaux d'agences, l'informatisation des banques et leur déspecialisation. La Société Générale de Banque développe ses crédits à moyen ou long terme. La loi du 3 mai 1967 l'autorise à posséder des obligations émises par des sociétés industrielles. La CGER, dont la position comme caisse d'épargne s'érode face à la concurrence privée,



La reconstruction du siège social, Montagne du Parc, est réalisée en deux phases entre 1966 et 1978.



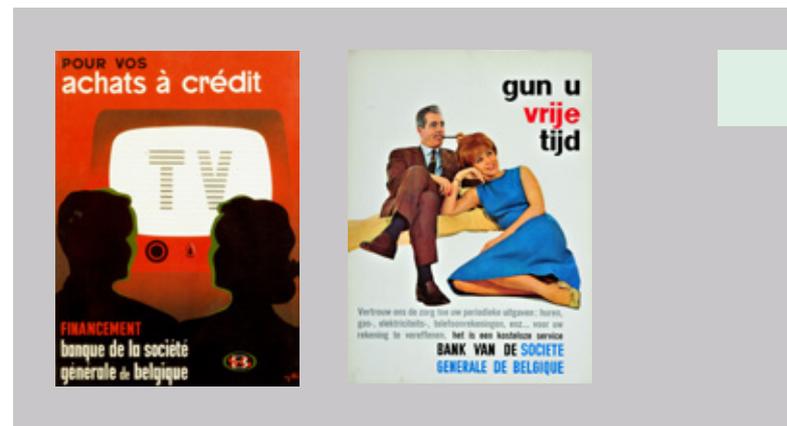
Le « pay-matic », distributeur de billets de la Banque, est une innovation de 1968.



La Banque d'Anvers fusionne en 1965 avec La Banque de la Société Générale de Belgique pour former la Société Générale de Banque.

ouvre des comptes à vue dès les années 1960 et en 1975, une loi l'autorise à élargir ses activités à toutes les opérations bancaires.

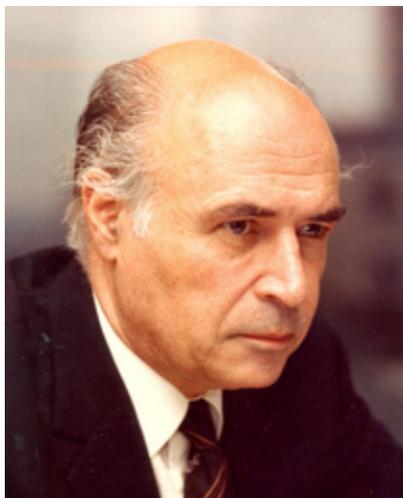
La Générale de Banque s'entend dans les années 1960 avec l'Amsterdamsche Bank, la Deutsche Bank et la Midland Bank pour développer leurs activités sur le marché des eurodevises et coordonner leur expansion outremer en créant des filiales communes aux États-Unis, en Asie, au Proche-Orient... Cet essai de collaboration « consortiale » sera cependant abandonné à la fin des années 1970.



La société de consommation représente une opportunité pour la Banque qui découvre le marché du crédit personnel. Les années 1960 sonnent aussi l'avènement de la société des loisirs : « Donnez-vous du temps libre ».

1974 1988

À L'ABRI DE LA CRISE ?



Le comte Éric de Villegas de Clercamp dirige la Banque de 1980 à 1988.

En 1974, la hausse brutale des prix des produits pétroliers et l'inflation galopante (plus de 12 % en 1974 et 1975) mettent fin à trente années de croissance économique et provoquent une forte contraction du revenu des entreprises industrielles. Celles-ci licencient massivement. Le secteur bancaire reste relativement à l'abri de cette crise. Ses marges d'intérêts restent bonnes. Il doit néanmoins faire face à des coûts salariaux importants et au financement de l'informatique. Dès 1984, le « self banking » en agence démarre à la Générale tandis que la CGER lance Teles, un système d'imprimantes à extraits de compte mis à la disposition de la clientèle. Ce sont aussi les balbutiements du home banking : en 1983, la Générale lance « G- Line », basé sur une liaison téléphonique entre le micro-ordinateur du client et l'ordinateur de la banque. Le client peut prendre connaissance de la situation de ses comptes et faire exécuter des transferts de fonds. À partir de 1977 enfin, le réseau SWIFT, basé à Bruxelles, permet aux banques



Aménagement intérieur du siège social de la Banque (vue d'artiste).



Le logo de la Société Générale de Banque, dessiné en 1965 par Richez, est ici mis en œuvre par Jean-Michel Folon dans une publicité de 1988.



Le réseau Mister Cash (distributeurs de billets et terminaux de paiement dans les commerces) démarre en 1978.

d'être en liaison quasi instantanée et permanente avec les places financières mondiales.

Après 1982, les grandes banques occidentales sont confrontées à l'incapacité des pays du tiers monde à honorer leur dette. Ce phénomène provoque des réactions en cascades, parmi lesquelles une forte contraction des prêts bancaires internationaux jusqu'à la fin de la décennie.



L'informatique ne touche plus seulement les services centraux mais le personnel d'agence.

1988
1997

BANQUE EUROPÉENNE D'ORIGINE BELGE



Paul-Emmanuel Janssen, président de la Banque de 1989 à 1998

Une réforme fondamentale du marché financier belge est menée à bien entre 1989 et 1993. Ses maîtres-mots sont : désintermédiation, déspecialisation et dérégulation. Le financement des pouvoirs publics par l'intermédiaire du Consortium des banques est abandonné en 1989 au profit d'un appel direct au marché. Fin 1990, le marché boursier est également réformé. Les banques sont autorisées à participer aux sociétés de bourse et à créer des sociétés d'investissement à capital variable (SICAV). Et, en 1993, une réforme du statut bancaire inspirée par les directives européennes amène l'émergence en Belgique du modèle allemand de banque universelle.

Parallèlement, les pouvoirs publics décident de privatiser les institutions paraétatiques de crédit. La CGER rachète la SNCI en 1995 et est elle-même achetée en deux étapes (1993, 1998) par le groupe Fortis, créé en 1990 par les assureurs AG (B) et Amev (NL).



Le premier terminal d'électronique self banking en agence, 1992.



Agence commune de la CGER et de la SNCI, 1998.

Fortis s'intéresse à la CGER car le modèle de la bancassurance a alors de fervents partisans. La CGER contrôle à l'époque 15% du marché belge des produits financiers. Elle occupe notamment la première place sur le marché de l'assurance vie individuelle.

Le législateur n'est pas le seul à préparer le grand marché de 1992. Dès 1988, la Société Générale de Banque envisage un rapprochement avec la banque hollandaise Amro Bank. Mais tel n'est pas son destin : le groupe Suez prend le contrôle de la Société Générale de Belgique et devient de ce fait le premier actionnaire de la Banque. La stratégie de celle-ci est désormais de s'affirmer comme première banque dans un rayon de 400 km autour de Bruxelles.



Bulletin de la banque (1988) annonçant le rapprochement avec la banque néerlandaise Amro Bank (accord abandonné en 1989).

Dépliant de la CGER présentant ses services de « Home banking », vers 1993.

1998 2016

DE FORTIS BANQUE À BNP PARIBAS FORTIS



Changement de logo sur la façade de la banque : Générale de Banque devient Fortis Banque, 1999.

En 1998, Suez décide de se défaire de la Générale de Banque. Le groupe Fortis s'en porte acquéreur, l'arrachant de justesse au groupe ABN AMRO. En 1999, Fortis Banque est formé par fusion de la Générale de Banque et de la CGER en Belgique et de trois banques aux Pays-Bas (Generale Bank, VSB Bank et Mees Pierson).

Fortis Banque entame un développement international avec l'acquisition de Disbank (en Turquie), de Dominet (en Pologne) et d'autres entités en Europe et aux États-Unis. Au sein d'un consortium formé avec les banques RBS et Banco Santander, le groupe Fortis réussit aussi en 2007 une OPA sur le groupe bancaire néerlandais ABN AMRO.

Mais en 2008, suite à la crise financière systémique qui touche de plein fouet le secteur bancaire mondial, les activités bancaires de



Changement d'enseigne sur une agence en 2009 : Fortis Banque devient BNP Paribas Fortis.



Rencontre entre managers de Fortis Banque et de BNP Paribas lors de la période de rapprochement, novembre 2008.

Fortis Banque aux Pays-Bas sont vendues à l'État néerlandais le 3 octobre. Le 10 octobre, l'État belge devient actionnaire de Fortis Banque à 99,93%. Les trois quarts de cette participation sont transférés à BNP Paribas en mai 2009. BNP Paribas acquiert ainsi 75 % de Fortis Banque qui portera désormais le nom de BNP Paribas Fortis, ainsi que 66 % de BGL au Luxembourg. Cet événement majeur a donné naissance à un groupe bancaire européen de premier plan.

En 2016, BNP Paribas emploie 189.000 collaborateurs dont près de 146.000 en Europe et est actif dans 75 pays. Le groupe détient des positions clés dans ses trois activités stratégiques : Retail Banking, Investment Solutions et Corporate & Investment Banking.

BNP Paribas Fortis est pleinement ancré dans la société belge. Sous la marque BNP Paribas Fortis, la banque offre une gamme complète de services financiers aux particuliers, aux indépendants, aux professions libérales et aux petites et moyennes entreprises.

Aujourd'hui



Le projet du siège social tel qu'il apparaîtra en 2021 et réalisé par 'SM be baumschlager eberle Styfhals & Partners Jaspers-Eyers Architects'.

LA BANQUE DE DEMAIN

Nous ne pouvons prévoir l'avenir. Mais lorsqu'en avril 2012, BNP Paribas Fortis est arrivé à la conclusion que le bâtiment des années '70 ne correspondait plus aux exigences d'une entreprise actuelle et future, il a toutefois décidé d'enraciner solidement ce futur imprévisible.

Montagne du Parc 3 a été dès le début l'adresse des précurseurs de BNP Paribas Fortis. En demeurant à cette adresse, BNP Paribas Fortis confirme qu'il est et reste fermement ancré dans la société belge et dans le centre de la capitale européenne.

Le projet du nouveau bâtiment est le fruit d'un concours d'architecture et est signé par le bureau



Ci-dessus de gauche à droite :
Campagne de BNP Paribas Fortis «Comfort pack».
La banque des Entrepreneurs de BNP Paribas Fortis booste
aussi votre business.



Ci-dessus de gauche à droite : publicité «Easy banking app»,
une app qui permet d'effectuer des opérations bancaires via
son smartphone ou sa tablette.
Le groupe BNP Paribas lance en mai 2013
Hello bank !, la première banque mobile européenne,
100% digitale.

d'architectes be baumschlager eberle. L'édifice
sera prêt fin 2021 et abritera 4.500 postes de
travail, soit environ 70% de plus qu'aujourd'hui. La
construction s'érige expressément au cœur de la
ville, avec l'ambition d'être une plaque tournante
de personnes, d'idées et de créativité, comme
l'est BNP Paribas Fortis dans l'économie belge. La
mobilité et l'accessibilité y sont des concepts clés,
tout comme la flexibilité dans l'aménagement.

Une grande attention est accordée à la
durabilité dans le sens le plus large du mot.
Refroidissement et chauffage, consommation
d'électricité, intégration dans la ville, qualité des
lieux de travail... tout est imaginé dans l'esprit des
générations actuelles et futures.

Avec ce nouveau bâtiment, BNP Paribas Fortis
reste ancré dans le cœur prospère et historique
de la capitale européenne, et relie ainsi passé et
avenir.

Ce livret a été rédigé par René Brion et Jean-Louis Moreau, collaborateurs de l'Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises et historiens du BNP Paribas Fortis Historical Centre. Le dernier chapitre a été rédigé par l'équipe « Project Montagne du Parc-Warandeborg ». Sauf mention particulière, les illustrations sont tirées des archives de BNP Paribas Fortis.

